



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3961

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Pierre-Alain Muet. Ma question s'adresse à monsieur le Premier ministre.

Décembre 2006, Charleville-Mézières : dans ce bastion ouvrier des Ardennes, un candidat était venu célébrer " la France qui souffre ", " la France qui croit au mérite et à l'effort, la France dont on ne parle jamais, parce qu'elle ne se plaint pas ".

M. Michel Herbillon. Et il a eu raison !

M. Pierre-Alain Muet. Il avait alors tout promis : une meilleure indemnisation des chômeurs, la sécurité sociale professionnelle, une fiscalité écologique, le plein emploi et, pour faire bonne mesure, " que personne ne soit, d'ici deux ans, obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid ".

Depuis cinq ans, pas un seul de ces engagements n'a été tenu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Alain Gest. Mensonge !

M. Michel Herbillon. Mensonge éhonté !

M. Pierre-Alain Muet. Dans ce discours, il avait cité onze fois le pouvoir d'achat, esquissant ce qui allait devenir son slogan de campagne : être le président du pouvoir d'achat.

Engagement tenu pour les plus riches, avec le paquet fiscal et la baisse de l'ISF.

M. Michel Herbillon. Caricature !

M. Pierre-Alain Muet. Pour les autres : rien ! Pas de coup de pouce au SMIC, pas d'indexation de la prime pour l'emploi ; en revanche, hausse de la TVA et augmentation de la pauvreté !

Président du pouvoir d'achat ? Le pouvoir d'achat du revenu - le revenu par ménage, madame Péresse -, a augmenté sous tous les gouvernements jusqu'en 2007 : C'était 0,9 % de hausse par an sous Chirac, 2,2 % de hausse par an sous Jospin, 0,3 % sous Balladur et Juppé.

Avec 0,1 % de baisse par an pendant cinq ans, Nicolas Sarkozy aura été le seul président de la baisse du pouvoir d'achat ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

La première des valeurs, c'est le respect de la parole donnée. Comment croire un candidat qui ne tient pas ses promesses ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Le respect de la parole donnée, monsieur Muet, c'est le respect de la parole donnée par votre candidat au Bourget, avec des trémolos dans la voix ? Il disait qu'il fallait s'attaquer à la finance ; dans le *Guardian*, il rassure aux financiers anglais : " ne vous inquiétez pas, je ne changerai rien " ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Est-ce cela la fidélité à sa parole ? Est-ce là être fidèle à la politique menée par Laurent Fabius qui, en son temps, a le premier allégé la fiscalité sur les stock-options ? Le voilà, le bilan de la gauche ! Et cela n'a rien à voir avec vos grandes déclarations en la matière !

S'agissant du pouvoir d'achat maintenant, quand le Conseil régional où vous siégez a augmenté les impôts régionaux de 26 % entre 2004 et 2009, où étiez-vous ? Que n'avez-vous dénoncé cette politique ?

(*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Et

l'augmentation de 54 % sur la carte grise, respectait-elle le pouvoir d'achat des habitants de la région Rhône-Alpes ? Bien sûr que non !

Mais il y a des mots que, apparemment, vous avez décidé de bannir de votre vocabulaire, du vocabulaire socialiste : crise et réforme, par exemple ! Voilà pourquoi vous n'êtes pas crédible. Et ces grands discours que vous tenez aujourd'hui à propos des mesures courageuses que nous prenons pour alléger les charges sur le travail, que deviendront-ils ? Je vais vous rafraîchir la mémoire : en octobre 2005, vous, socialistes, dans une motion présentée à votre congrès du Mans, vous proposiez très clairement " le transfert d'une partie des cotisations sociales patronales " vers la consommation, afin de ne plus les faire peser autant sur les secteurs intensifs en main d'oeuvre. Cette motion, c'était la motion n° 1, présentée par François Hollande !

On a le droit d'avoir de la mémoire. Vous, vous n'avez pas de courage. Mais les Français, eux, savent qu'on ne peut pas vous faire confiance ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre-Alain Muet](#)

Circonscription : Rhône (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3961

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 février 2012